

LE MAG

N°3 Octobre 2011

HUMANITAIRE



*Soins de santé
en danger*



CICR

SOMMAIRE

CORNE DE L'AFRIQUE

Somalie : Voyage au bout de la solidarité

HEALTH CARE IN DANGER

Démarrage de la campagne

« Soins de santé en danger »

AFRIQUE DU NORD

Libye : L'humanitaire contre vents et marées

AFRIQUE DE L'OUEST

Libéria : Plusieurs centaines d'enfants ivoiriens attendent la réunification familiale

Guinée : Aide aux victimes de violences

Niger : Maintien de l'ordre et respect de la dignité humaine

Sénégal : Mines – Des victimes silencieuses

Renforcer la protection juridique des victimes de conflits armés

« Par-delà l'uniforme » : Former les militaires à la protection des enfants

Casamance : Le défi d'un cheptel en bonne santé dans une zone de conflit

Centre orthopédique de Bissau : Redonner l'espoir par la réhabilitation

Prison de Ziguinchor : Une approche originale par l'hygiène et la santé

LE SAVIEZ-VOUS ?

Quand la Croix-Rouge visitait un prisonnier appelé Senghor

TABALA

...échos d'ailleurs

Editorial

Chers lecteurs,

Vous avez avec ce troisième Mag Humanitaire, un panorama qui permet de survoler les enjeux humanitaires dans différentes régions du continent. De l'Afrique de l'Ouest à la Corne de l'Afrique en passant par le Sahel, différents sujets sont abordés.

Les ambitions de ce Mag, qui est aussi le vôtre, ont été balisées par les numéros précédents : offrir une perspective plus globale des enjeux humanitaires et défis auxquels le CICR et ses partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge sont confrontés.

La Une de votre Mag est là pour rappeler les dangers qui, aujourd'hui, pèsent sur les soins de santé dans des situations de conflits armés et qui, sous diverses formes, sont autant d'obstructions au droit à la vie. Une réalité terrible de femmes, d'enfants et d'hommes, qui succombent suite à des attaques ou violences délibérées contre le personnel et les structures de santé.

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (MICRRC) tire la sonnette d'alarme et lance une campagne mondiale dont le slogan traduit très clairement un plaidoyer pour la protection des soins de santé : « Halte à la violence contre les soins de santé. C'est une question de vie ou de mort. »

Lancée le 10 août 2011 à Genève, cette campagne sera en décembre prochain au cœur de la 31^{ème} Conférence internationale du MICRRC, lors de laquelle, cette question sera abordée avec les États. Le

point d'orgue en sera la conférence intergouvernementale de 2014 à l'effet d'étudier et d'adopter des propositions allant dans le sens d'un plus grand respect de la mission médicale.

Dans cette dynamique, la délégation régionale du CICR à Dakar ne sera pas en reste. Elle accueillera en mai 2012 une conférence en vue de mobiliser acteurs et observateurs nationaux et internationaux sur cette question. Un événement en prélude à un sommet d'experts non gouvernementaux qui se déroulera lui aussi à Dakar en 2013 après ceux d'Islamabad et de Brasilia.

Une affirmation de la volonté de mettre ce thème au centre des priorités du CICR en utilisant la plateforme régionale d'observation et d'action humanitaire qu'offre la capitale sénégalaise.

Une vaste mobilisation donc à l'échelle mondiale, pour réaffirmer un des fondamentaux de l'action humanitaire.

Bonne lecture!



Christophe Martin

Chef de la Délégation régionale de Dakar

www.cicr.org

Photo couverture : Un blessé évacué d'urgence par ambulance.

Catalina Martin-Chico / COSMOS

Délégation régionale de Dakar

Rue 7 x B Point E

BP 5681 Dakar-Fann

T + 221 33 869 13 69

F + 221 33 824 14 16

E-mail : dak_dakar@icrc.org

Sous-délégation de Ziguinchor

Parcelles Assainies 1372

Goumel - BP 1044

T + 221 33 991 61 06

E-mail : zig_ziguinchor@icrc.org

Mission de Bissau

Bairro Thada, Rua 5 de Julho

Casa n 32 - BP 1028

T + 245 320 36 59

E-mail : bis_bissau@icrc.org

Mission de Banjul

B2 Calabash Residence, Palma

Rima road, Kotu - Serekunda

T + 220 77 752 90

E-mail : jmetzker@icrc.org

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Somalie : Voyage au bout de la solidarité

La Somalie, affaiblie par deux décennies de conflit armé, est actuellement frappée par une grave sécheresse. Le sud et le centre sont parmi les régions les plus touchées. Malgré les difficultés logistiques, le CICR a convoyé et distribué plus de 3'000 tonnes de nourriture.

Mais comment en est-on arrivé là ? Pour Yves Van Loo, porte-parole du CICR en Somalie, il y a une « cause conjoncturelle qu'est la sécheresse et qui demande une réponse d'urgence mais il y a les causes structurelles, bien plus profondes, qui demandent une réponse sur la durée. En vingt ans de crise l'agriculture est passée de grandes exploitations capable de résister aux désastres naturels à des parcelles individuelles médiocres incapables de résister aux catastrophes. »

Le prix élevé des denrées alimentaires, du carburant ou la faiblesse de la monnaie rendent encore plus aiguë la crise que traverse ce pays. Les sécheresses répétées et les pertes de bétail causent des milliers de personnes déplacées. Aujourd'hui des millions de somaliens dépendent de l'aide humanitaire.

Conflit armé, difficultés d'accès, problèmes logistiques

La Somalie fait face à une crise humanitaire généralisée, dans un contexte d'affrontements fréquents entre forces gouvernementales, soutenues par les troupes de l'Union africaine, et les groupes armés. Par un dialogue avec toutes les parties, dans une stricte neutralité, le CICR est déployé dans toute la surface du pays et s'assure ainsi un accès lui permettant de venir en aide aux plus vulnérables par des distributions de vivres et de médicaments.

Le CICR a concentré ses efforts dans les zones où les affrontements armés sont récurrents et où les services de base sont inexistantes. Par la voix de son président Jakob Kellenberger, le CICR avait réaffirmé sa volonté de ne pas laisser tomber ceux qui ont le plus besoin d'aide.

Ainsi, depuis le début de l'année, plus de 4'000 blessés de guerre ont été soignés



Province Galgadud, Cabudwaaq. Distribution alimentaire à des déplacés internes. Tente servant d'abri à une famille. Les animaux sauvages sont tenus éloignés par les ronces.

dans des établissements médicaux soutenus par le CICR en Somalie.

Toucher les plus vulnérables

20% des Somaliens souffrent de malnutrition aiguë, selon le docteur Ahmed Mohamed Hassan, président du Croissant Rouge somalien, et dans le sud de la Somalie, le nombre d'enfants et de mères souffrant de malnutrition est en hausse.

Le CICR soutient un réseau de 39 dispensaires, dont 27 d'entre eux disposent de centres de nutrition thérapeutique administrés par le Croissant Rouge de Somalie, dans des régions frappées par le conflit et la sécheresse. Dans les zones reculées, 12 équipes mobiles assistent les patients incapables de se rendre dans un dispensaire.

Par ailleurs, c'est un total de 3'000 tonnes de nourriture qui a été distribué à 162 000 personnes dans les huit provinces du sud (Bay, Bakool, Middle Juba, Lower Juba, Gedo, Middle Shabelle et Lower Shabelle). Un appel a été lancé début août qui permettra d'atteindre 1.1 millions de personnes d'ici la fin de l'année.

De concert avec le Croissant rouge so-

malien, des campagnes radiophoniques de promotion des principes humanitaires s'inspirant du « biri ma gedo » – le code somalien des lois coutumières de la guerre – ont été initiées. Ces campagnes ont insisté sur la nécessité de protéger et de respecter les civils, les combattants blessés et capturés, ainsi que le personnel médical et les structures de santé.

Sur le terrain, le CICR, avec le Croissant Rouge de Somalie, son principal partenaire opérationnel, ont pu réunifier des familles dispersées par le conflit ou les catastrophes naturelles. Le système de messages Croix-Rouge et des annonces sur les ondes des radios locales ont été utilisés.

Un mécanisme de coordination regroupant donateurs, organisations internationales, ONGs et divers acteurs, est déterminant dans la bonne gestion de la réponse humanitaire.

Les premières activités du CICR en Somalie remontent à 1977. Même si une présence permanente est effective depuis 1982, c'est de Nairobi que les activités CICR sont déployées depuis 1994. ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar

Démarrage de la campagne

« Soins de santé en danger »



Ligne de front de Misrata. Un médecin recherche d'éventuels patients devant être évacués.

On peut sans risque de se tromper conclure qu'un grave danger pèse sur les soins de santé, lorsque les personnels de santé ne peuvent pas se rendre sur leur lieu de travail à cause de violences ou que les secouristes sont retenus ou retardés aux points de contrôle. C'est également le cas lorsque des soldats entrent par effraction dans les hôpitaux espérant y dénicher des ennemis ou pour se protéger d'une attaque. Ou pire encore, lorsque les ambulances deviennent des cibles ou sont utilisées pour perpétrer des attaques....

De plus en plus la possibilité de donner des soins en toute impartialité devient la première victime des conflits et autres situations de violence. L'insécurité prévalant, blessés et malades ne reçoivent pas l'attention médicale à laquelle ils ont droit.

On ne peut que s'étonner de la persistance des actes dénoncés malgré les efforts déployés depuis des décennies par le CICR avec la promotion des principes fondamentaux du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Le problème hélas reste d'actualité.

Cette campagne est une invite à ne pas se tromper de cible et à garantir la sécurité des « soins de santé ».

Urgence humanitaire : rafraîchir la mémoire

Il y a une urgence humanitaire, celle de rafraîchir la mémoire à tous les acteurs impliqués. Des solutions pourront certainement se faire jour à travers des ateliers d'experts. Les Sociétés nationales de Croix-Rouge, les États, les membres des communautés de soins de santé et les

Ne tirez pas sur l'ambulance ! C'est une question de vie ou de mort

La violence exercée contre le personnel, les structures et véhicules médicaux mais aussi les bénéficiaires des soins de santé dans des zones de conflit ou de violence demeure, plus de 150 ans après la bataille de Solferino, l'un des défis humanitaires les plus sérieux. Et pourtant si souvent méconnu. Une étude du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) conduite dans 16 pays entre 2008 et 2010¹ met en évidence ce phénomène et l'urgence à agir.

C'est pourquoi Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge lance cette année la campagne « *Les soins de santé en danger* » (Health Care in Danger en anglais). Elle a pour objectif d'attirer l'attention sur l'impact d'actes illégaux de violence

et d'obstruction à l'égard de la mission médicale en temps de conflit armé ou d'autres situations de violence.

Ne pas se tromper de cible !

Il s'agit d'interpeller la conscience humaine à travers cette campagne qui s'étend sur la période 2011 à 2015. Les conséquences graves des actes illicites et parfois violents qui entravent l'accès aux soins de santé seront pointées du doigt.

Renforcer la protection des malades et des blessés par des mesures spécifiques pour garantir leur accès en toute sécurité à des soins de santé efficaces et dispensés avec impartialité est un impératif. Les États parties aux Conventions de Genève et autres acteurs concernés seront invités à l'élaboration de solutions concrètes et à s'engager à leur mise en œuvre.

« Soins de santé » de quoi et qui parle t-on ?



Darfour nord, Bir Meza. Equipe de chirurgie mobile CICR. Opération.

Ce terme doit être compris de manière large pour le plus grand bénéfice des victimes de conflits armés ou d'autres situations de violence :

- hôpitaux, dispensaires, postes de premiers secours et les ambulances ;
- personnels de santé travaillant dans des structures médicales, dans des ambulances ou en tant qu'indépendants ;
- toutes personnes qui se trouvent dans les locaux des structures médicales, y compris les blessés et les malades ainsi que leurs proches ;
- personnel de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge participant à la fourniture des soins de santé, y compris les volontaires ;
- les ONG actives dans le domaine de la santé ;
- les structures et le personnel sanitaires militaires.

organisations non gouvernementales (ONG) seront sollicités dans la réflexion et mis à contribution. La 31^{ème} Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge fin 2011 sera le premier rendez-vous d'importance dans ce processus.

au cours d'une conférence intergouvernementale ad hoc. Les États seront invités à les soutenir et à les appliquer. La mobilisation sur ce chapitre touchera également le grand public mais aussi et surtout les porteurs d'armes dont l'adhésion est également recherchée.

anglais *Health Care in Danger* ! ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar

Et en 2014, toutes les conclusions et recommandations seront examinées

En avant pour la campagne « Les soins de santé en danger ». Dites-le aussi en

¹ Le rapport peut être consulté sur le site Web du CICR : <http://www.icrc.org/fre/resources/documents/publication/p4072.htm>

Mogadiscio, hôpital de Medina, soutenu par le CICR. Les médecins accueillent un nouveau patient, un des nombreux civils touchés par des balles perdues.



Libye : L'humanitaire contre vents et marées

Des troubles violents ont éclaté en Libye fin février 2011, et la situation s'est détériorée au point de devenir un véritable conflit armé en mars. Le CICR a immédiatement envoyé des équipes médicales et du matériel chirurgical dans les villes de l'est du pays touchées par la violence. Il a déployé ses premiers délégués à Benghazi le 26 février. Mi-avril, il a ouvert un bureau également à Tripoli pour développer ses opérations dans l'ouest du pays. De l'évacuation de civils bloqués dans la ville de Misrata à l'assistance aux populations déplacées en passant par les visites de détenus ou le soutien aux services de santé, les délégués du CICR ont été sur tous les fronts.



Benghazi, Place Al Hurria (Liberté). Un volontaire du Croissant Rouge Libyen soigne un jeune patient.

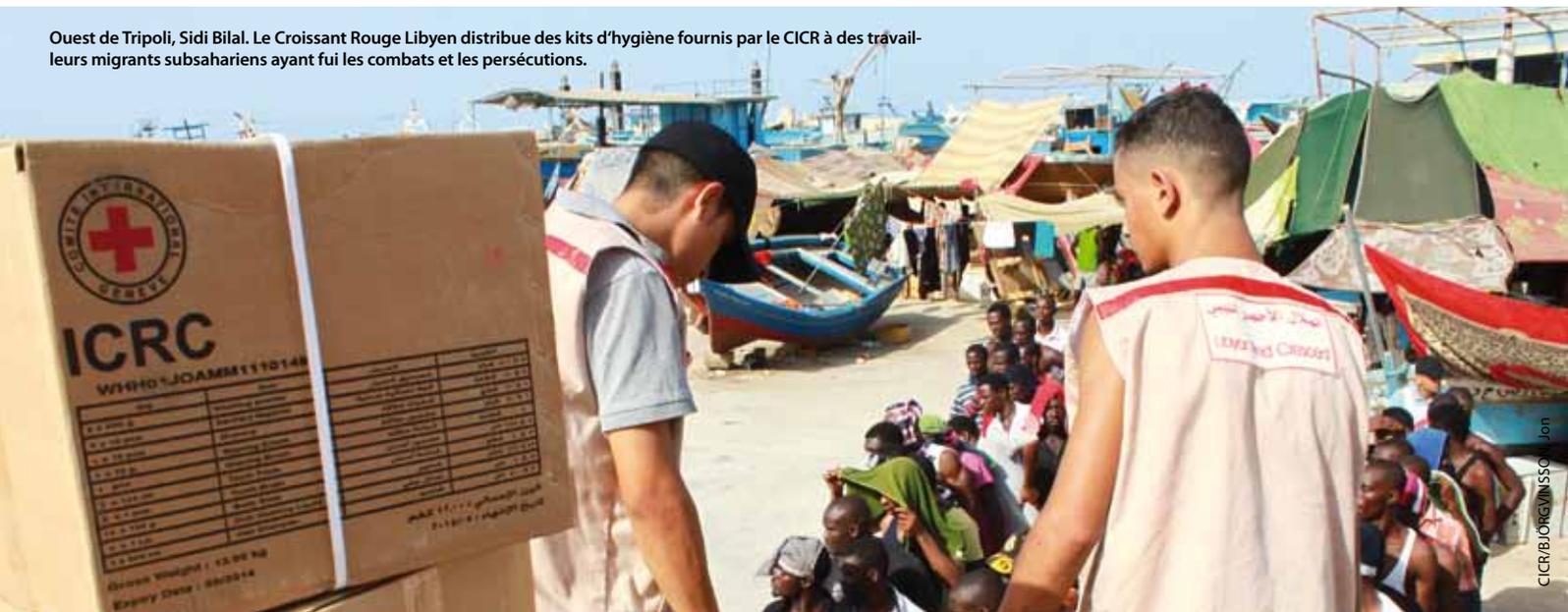


Brega. Des délégués du CICR prodiguent les premiers secours à un combattant blessé par balle.



Des délégués du CICR discutent sur la ligne de front avec les commandants militaires au sujet de l'organisation des évacuations vers un hôpital de campagne.

Ouest de Tripoli, Sidi Bilal. Le Croissant Rouge Libyen distribue des kits d'hygiène fournis par le CICR à des travailleurs migrants subsahariens ayant fui les combats et les persécutions.



Libéria : Plusieurs centaines d'enfants ivoiriens attendent la réunification familiale

« Nous étions allés chercher du riz quand la situation est devenue tendue et nous avons dû courir nous réfugier dans la forêt » raconte Isabelle en tenant la main de ses deux jeunes sœurs jumelles dans un des villages accueillant des réfugiés au Libéria. Les trois sœurs ivoiriennes ont fui le conflit en Côte d'Ivoire avec un ami de la famille qui les a recueillies et emmenées au Libéria. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge Libérienne sont en train de les aider à retrouver leurs parents au pays pour éventuellement les réunifier avec eux.

Au Libéria, dans les comtés frontaliers de la Côte d'Ivoire, plus de 400 enfants non accompagnés ou séparés ont été enregistrés par le CICR et la Croix-Rouge du Libéria. A ce jour, le contact familial a été rétabli pour plus de 170 enfants et pour ceux qui l'ont accepté, les préparatifs sont en cours pour une réunification familiale.

« Le réseau de Recherche de la Croix-Rouge fait des efforts considérables pour réunifier le plus de familles possible » déclare Karin Hofmann, chef de la délégation du CICR au Libéria. « Ce faisant, nous avons permis plus de 5'000 appels téléphoniques et collecté 1'200 Messages Croix-Rouge afin de pouvoir assurer une communication entre les réfugiés et leurs proches. »

Différentes façons de survivre

Le gouvernement du Libéria a estimé le nombre total de réfugiés à environ 170'000. Jusqu'à la fin du mois d'août, la majorité d'entre eux préféraient encore rester au Libéria au sein de leurs familles d'accueil, qui ont généreusement partagé leurs maigres ressources avec eux.



Riz, huile et sel distribués aux cultivateurs libériens les aideront à faire face lors de la période de soudure (ville de Janzon, Comté de Grand Gedeh).



Un volontaire de la Croix-Rouge en train d'enregistrer les besoins des populations réfugiées.

« Ces derniers mois ont été très difficiles. Nous avons tellement peu à manger que nous avons même consommé les semences de riz », explique Edward Quarowea, paysan Libérien cultivant le riz et la banane, qui a reçu des semences, des outils et de la nourriture du CICR. « Je partagerai tout cela avec ma famille et les 29 Ivoiriens que j'héberge. »

En plus de l'assistance fournie par le CICR et d'autres organisations internationales, beaucoup de réfugiés essaient de trouver des sources de revenu dans des activités comme l'agriculture, les mototaxis ou en prenant soin de points d'eau. Marcel et Gervais, des frères Ivoiriens,

travaillent à l'unité de distribution d'eau de la Croix-Rouge qui fournit 15'000 litres d'eau potable par jour. Cette unité est à la disposition des populations Libériennes comme des réfugiées. L'eau de la rivière est purifiée et les gens peuvent remplir leurs seaux au robinet.

Le CICR et la Croix-Rouge Libérienne continuent de fournir une assistance aux réfugiés et à leurs hôtes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la distribution de semences, de rations de nourriture et d'outils ainsi que par le rétablissement du contact familial dans les quatre comtés concernés : Nimba, Grand Gedeh, River Gee et Maryland. Dans le cadre de son mandat, le CICR visite également des personnes privées de liberté en relation avec le conflit en Côte d'Ivoire. ■

Noora Kero, CICR Liberia

Guinée : Aide aux victimes de violences

160 volontaires à l'exercice de simulation du CHU de Donka

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) appuie depuis 2008 l'hôpital national de Donka, au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Conakry, dans l'amélioration de la prise en charge des victimes de la violence. C'est avec l'aide des volontaires de la Croix-Rouge Guinéenne (CRG) que le plan d'urgence élaboré dès 2008 a pu être mis en œuvre en septembre 2009 lors de la crise qui a touché la capitale. Depuis, ce plan a été révisé et a fait l'objet d'une simulation en juin 2011 avec la participation de 160 volontaires de la CRG.



Exercice de simulation du plan d'urgence de l'hôpital national de Donka.

L'exercice s'est déroulé en présence des responsables indiqués dans le plan d'urgence, des différents chefs des services chirurgicaux, ainsi que des surveillants. Il avait pour but de préparer le personnel de l'hôpital à faire face à un afflux massif de blessés dépassant les capacités habituelles de réponse de l'hôpital. La simulation a regroupé 160 volontaires de la CRG, dont 120 jouant le rôle de blessés et 40 celui de brancardiers, tous issus des comités Croix-Rouge des 5 communes de Conakry.

Les volontaires simulant des blessés ont suivi tout le circuit d'accès aux soins, à savoir l'enregistrement aux urgences, le triage, puis le transfert dans les différents services jusqu'au bloc opératoire, selon la gravité des cas. Les 40 volontaires brancardiers assuraient quant à eux le transfert vers les différents services, parfois très éloignés des urgences, ainsi que le brancardage depuis les services d'hospitalisation jusqu'au bloc opératoire.

Pour mieux coller à la réalité, les « blessés » légers ont été libérés après les premiers soins aux Urgences, alors que les cas les plus graves ont été gardés pour la suite de la simulation. Ces derniers ont ensuite été dirigés vers les services appropriés pour des soins plus intensifs ou pour une intervention chirurgicale.

Le fonctionnement habituel de l'hôpital n'a pas été perturbé par ces 5 heures d'exercice. Cependant les patients venus pour des soins n'ont pas manqué d'être surpris par cet afflux de personnes arborant l'emblème de la Croix-Rouge.

Cela leur a probablement rappelé les évacuations de blessés de septembre 2009 vers ce même hôpital.

La directrice du CHU de Donka, Dr Fatou Sikhé Camara a tenu à remercier le CICR pour toute l'aide fournie à l'hôpital dans la prise en charge des victimes de violences et invité le personnel à de la rigueur dans l'application dudit plan d'urgence. Le chef du service de traumatologie, le Pr Sékou Kantarala Diakité, a pour sa part remercié le CICR et l'ensemble des volontaires de la Croix-Rouge

de Guinée pour l'organisation de l'exercice de simulation.

« Je me réjouis du partenariat entre le CICR et l'hôpital Donka. Ce plan d'urgence, dans l'hôpital de Conakry susceptible de recevoir la quasi-totalité des blessés graves si des troubles venaient à subvenir, est d'une grande importance, » a expliqué Denise Duran, la cheffe de délégation du CICR à Conakry. ■

Ananie K. Kashironge, CICR Conakry

La Croix-Rouge aide les blessés lors des violentes manifestations

De violents incidents ont secoué Conakry le 27 septembre 2011, faisant de nombreuses victimes. La Croix-Rouge guinéenne (CRG) et le CICR ont mis en œuvre un plan d'urgence pour assister les blessés. Le CICR a également visité les centaines de personnes arrêtées.

« Les volontaires de la Croix-Rouge guinéenne ont

pu, rapidement et sans grande entrave, fournir les premiers soins et transporter les blessés les plus graves dans les structures sanitaires de référence, » a dit Abdoulaye Diallo, le secrétaire exécutif de la CRG. « Au total, 60 volontaires et sept ambulances ont été mobilisés dans les différents quartiers de la capitale. »

Niger : Maintien de l'ordre et respect de la dignité humaine

Du 15 au 19 août 2011, le CICR a organisé une session de formation à l'attention de vingt formateurs de l'École nationale de police de Niamey. Elle a été assurée par Monsieur Maxym Vladimirovich Gutov, le délégué du CICR auprès des forces de police et de sécurité, avec le soutien actif du commissaire de police Mahamane Laouali, de l'École nationale de police du Niger. Cette formation avait pour objectif d'intégrer certains aspects du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire (DIH) dans les modules d'enseignement de la police nigérienne.



Séance de formation des Forces de police aux principes du droit international humanitaire.

Durant cinq jours, les thèmes suivants ont été débattus : le droit international des droits de l'homme, l'application de la loi dans les États démocratiques, la conduite éthique et légale des forces de sécurité, la prévention et la détection des crimes, l'arrestation et la détention, le maintien de l'ordre public, le recours à la force et l'utilisation des armes à feu etc. Par ailleurs d'autres présentations ont porté sur le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge.

Les échanges enrichissants ont porté sur la présomption d'innocence, l'interdiction de la détention arbitraire, de la torture, des traitements cruels et dégradants. Ils ont aussi porté sur les règles d'éthique qui gouvernent l'usage de la force, notamment les principes de proportionnalité, de nécessité et de léga-

lité. Les groupes vulnérables comme les femmes, les enfants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays pour cause de violence, ont fait l'objet d'une attention particulière.

Le commissaire Laouali explique : « *La plupart des formateurs de l'École de Police n'ont jamais été formés en droit international humanitaire et en droits de l'homme. Dans le souci de prendre en compte les valeurs contenues dans ces deux branches du droit, de les respecter, il s'avère nécessaire de sensibiliser et former nos instructeurs. Ils doivent prendre en compte ces éléments dans leurs enseignements afin d'outiller les élèves policiers de connaissances leur permettant une fois en activité d'accomplir leurs missions dans le respect du droit. La police nationale sera ainsi une institution respectueuse de l'État de droit.* »

La session de formation a été introduite par une cérémonie d'ouverture présidée par le conseiller technique du ministre de l'Intérieur en présence du directeur général de la Police et du chef de la délégation régionale du CICR au Niger. Le directeur général de la Police nationale a rappelé « *l'engagement de la police nigérienne de s'approprier les valeurs universelles de respect de la dignité humaine dans leurs pratiques quotidiennes* ». Il a également remercié le CICR pour ses multiples actions en matière de diffusion et de promotion du droit international des droits de l'homme et du DIH au Niger en général, et au profit des forces de maintien de l'ordre en particulier. Le chef de la délégation du CICR a pour sa part donné l'assurance de la poursuite du partenariat du CICR. ■

Kadidia Abdou Djabarma, CICR Niamey



Brigitte Kanfoudy



Bacary Diedhiou



Marietou Goudiaby



Boubacar Ba



Mines : Des victimes silencieuses

Les premières victimes de mines dans le conflit en Casamance apparaissent en 1993. Selon l'Association Sénégalaise des Victimes de Mines (ASVM), fondée en 1999, c'est 757 victimes de mines qui étaient répertoriées en 2010, dont 74% de civils. Bien qu'un travail de déminage soit en cours, aujourd'hui encore, des champs restent inaccessibles à cause de la présence de ces engins de mort. Le Sénégal est partie au Traité d'Ottawa de 1997, interdisant les mines antipersonnel.

Ces portraits illustrent la lutte quotidienne pleine de dignité de certaines de ces victimes d'un conflit qui bouleverse, à l'échelle communautaire, la vie des habitants de Casamance. C'est l'histoire de toute une génération. En Casamance, les gens disent que les mines sont des armes extraordinaires : elles ne mangent pas et ne dorment jamais. ■

Toutes les photos : CICR/JACOME, Felipe M.



Arthur Bona, 25 ans



Kinta Mane



Khadiatou Signate, 14 ans

Renforcer la protection juridique des victimes des conflits armés



Signature de la Convention de Genève, le 22 août 1864 (tableau d'Armand-Dumaresq).

Le régime juridique applicable aux conflits armés non internationaux (CANI) couvre-t-il suffisamment les problèmes humanitaires pouvant résulter de ce type de conflit ? Les conflits armés internationaux (CAI) sont de loin plus réglementés que les CANI. Cette faiblesse du cadre normatif applicable à ce type de conflit est la conséquence des réserves souverainistes des États pour « leurs affaires intérieures ». Comme pour la question plus générale de l'adaptabilité ou de l'inadaptabilité du DIH aux conflits armés contemporains, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait sienne cette préoccupation.

Le non-respect des normes pertinentes du DIH découle plus souvent d'un manque de volonté des acteurs des conflits armés que de leur inadaptabilité. Les règles de DIH existantes demeurent pertinentes. Il faut, toutefois, rester attentif aux problèmes qui peuvent survenir, les documenter et identifier, s'il y a lieu, les actions à entreprendre. L'initiative du CICR procède de cette démarche.

Votre magazine, le Mag Humanitaire, s'est intéressé à ce sujet avec une sorte de fiche d'information relativement succincte afin de susciter votre intérêt et obtenir votre adhésion à cette initiative du CICR qui devrait contribuer à une plus grande protection des victimes des conflits armés.

De la terminologie... Lancé sous le nom « *Projet du CICR relatif au droit des conflits armés non internationaux (CANI+)* », cette initiative est désormais appelée « *Renforcement de la protection juridique des victimes des conflits armés* ».

De l'esprit... En l'état actuel du DIH, les règles existantes demeurent dans leur ensemble pertinentes pour déterminer le comportement des belligérants. Le cadre normatif est approprié tant en ce qui concerne les conflits internationaux que non internationaux. Toutefois, dans leur évolution, les conflits armés sont confrontés à de multiples défis. La nature, les acteurs et la conduite des confrontations armées actuelles ont évolué.

De la méthode... Recherche, documentation et étude. Plus de deux ans de recherche (2007-2009) pour procéder à un inventaire des problèmes humanitaires non couverts ou insuffisamment couverts par le droit existant. Si l'accent a été mis sur les CANI, les recherches ont aussi porté sur les CAI. Plus d'une trentaine de questions ont été analysées. Par la suite, une étude interne du CICR sur l'état actuel du droit international humanitaire a été réalisée.

Des conclusions de l'étude... La principale conclusion de l'étude est que le cadre normatif applicable aux situations de conflits armés ne répondait pas tou-

De 1864 à nos jours, un engagement continu pour le développement du DIH.

jours pleinement aux besoins humanitaires réels. Le CICR a retenu quatre domaines où le droit gagnerait à être développé ou clarifié : 1) détention ; 2) mise en œuvre du DIH et réparations pour les victimes de violations ; 3) environnement naturel ; 4) protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

L'étude pose la question prioritaire de la détention, surtout dans les CANI. Le CICR se base sur sa longue expérience en milieu carcéral pour relever souvent des difficultés qui procèdent des conditions matérielles de détention en général. Dans ce domaine, l'absence de règles juridiques applicables aux CANI compromet les efforts de protection de la vie, de la santé et de la dignité des personnes privées de liberté.

Et maintenant... L'idée est d'obtenir une large adhésion aux conclusions de l'étude et aux initiatives qu'elle peut susciter. Ainsi, suite à la publication de ces conclusions, le CICR a engagé une série de consultations au cours desquelles tous les États ont été invités à partager leur point de vue. Des réactions ont été enregistrées de même que des avis divergents sur certaines propositions du CICR. La détention reste un domaine sensible et prioritaire pour les États.

La prochaine Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, du 28 novembre au 1^{er} décembre 2011, offrira au CICR une opportunité de mobilisation. Les conclusions principales de l'étude et les résultats de la consultation auprès des États y seront présentés. Un projet de résolution sera proposé pour le renforcement du DIH en vue d'améliorer sa mise en œuvre et d'apporter une protection accrue aux détenus. ■

Mame Ibrahima Tounkara, CICR Dakar



Espace Jeanie Waddell-Fournier

« Par-delà l'uniforme » Former les militaires à la protection des enfants



Les représentants de l'Armée sénégalaise, de Save the Children et du CICR à la conférence.

Le 22 septembre, l'Espace Jeanie-Waddell Fournier pour l'action et le droit humanitaire du CICR Dakar a abrité le lancement de la publication « *Par-delà l'uniforme : formation des militaires aux droits et à la protection de l'enfant en Afrique* » éditée par Save the Children Suède. La manifestation co-organisée par Save the Children, le CICR avec l'État-major général des forces armées Sénégalaises a enregistré la participation d'ambassades, d'organisations internationales, d'ONG et de plusieurs personnalités civiles et militaires.

La publication s'appuie sur une expérience de formation des militaires dans le domaine des droits et de la protection de l'enfant acquise en Afrique par Save the Children Suède depuis 12 ans. Cette formation permet de familiariser les militaires aux outils et instruments de protection des enfants, de favoriser le dialogue entre civils et militaires et enfin de prévenir la violation des droits des enfants.

Les membres du panel technique, composé de Gbato Soumahoro, le conseiller

à la protection dans les situations d'urgence à Save the Children Suède, du lieutenant-colonel Pape Moussé Ndiaye, directeur de l'École militaire de santé et de Donatien Nkurunziza, le délégué aux forces armées du CICR, ont fait état des leçons apprises au sein de leurs institutions respectives. ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar

« Par-delà l'uniforme : formation des militaires aux droits et à la protection de l'enfant en Afrique »

« *Par-delà l'uniforme : formation des militaires aux droits et à la protection de l'enfant en Afrique* », Frances Sheehan et Sophie Joy Mosko (ed.), Save the Children Suède, 2010, 68 pages

Cette publication donne la parole aux soldats eux-mêmes et décrit comment, dans 19 pays du continent, le personnel militaire est sensibilisé et formé sur les droits et la protection de l'enfant. Et cela, à travers un programme initié par Save the Children Suède et la CEDEAO¹ en étroite collaboration avec les forces armées nationales et les écoles de formation au maintien de la paix.

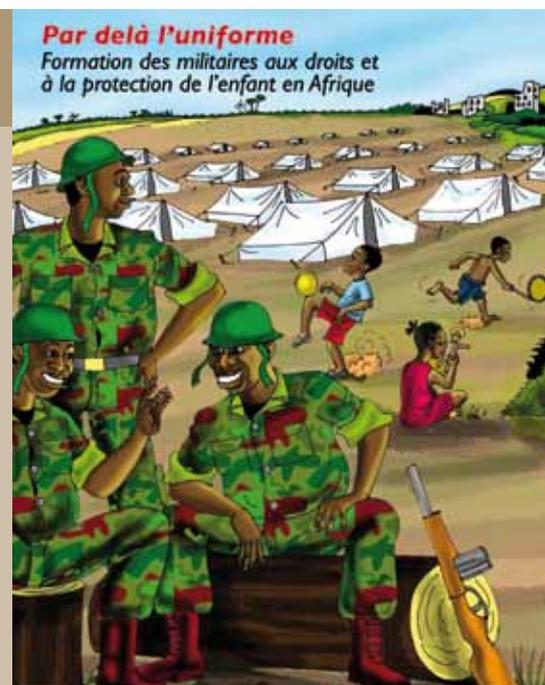
Les témoignages des militaires illustrent comment ils ont changé leur perception et leur attitude à l'égard des enfants en situation de conflits (témoins de violences, séparés de leurs parents, pris pour cible ou recrutés).

Souvent les enfants sont mis en situation de vulnérabilité par différentes situations de conflit et les premières personnes à entrer en contact avec eux sont parfois des militaires.

Aujourd'hui dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest, il existe au sein des forces armées une « cellule de protection des enfants » en charge de la formation. Les droits et la protection des enfants sont dorénavant intégrés dans les curricula des militaires dans 10 pays. Depuis 1998, plus de 115 000 militaires Ouest Africains ont été formés à travers ce programme.

A travers la sous-région, plus de 150 formateurs militaires, dont une quarantaine de formateurs de formateurs, sont désormais disponibles pour sensibiliser leurs troupes sur cette thématique.

¹ Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest



Casamance : Le défi d'un cheptel en bonne santé dans une zone de conflit

Comment soutenir les activités économiques en rapport avec l'élevage et assurer un cheptel en bonne santé dans un climat d'insécurité et de préjugés contre les vaccins ? Le CICR apporte une réponse avec un programme original d'appui aux activités vétérinaires dans la région du Fogny en Casamance.

Des agents mieux formés, mobiles et efficaces

Depuis deux ans, le CICR a mis en place un programme de formation et de soutien à des auxiliaires vétérinaires. Clément Kaze, responsable du programme à la sous-délégation du CICR à Ziguinchor se dit plutôt satisfait du résultat.

L'appui du CICR s'est traduit par des formations, du matériel vétérinaire, des médicaments... mais la vraie révolution est arrivée avec la fourniture des motos pour faciliter les déplacements des agents à travers le Fogny. Cinq auxiliaires ont été formés et équipés en motos dans les localités de Djinaki, Suelle, Djibidione, et Oulampane.

A Djibidione, le chef de village identifie l'un des facteurs clés de réussite : « les agents sont très mobiles ». « Nous intervenons rapidement dans la zone », renchérit Ismaela Mané, un auxiliaire pour qui la mobilité est une vraie valeur ajoutée. Le CICR a misé sur l'autonomie totale des agents.

Ils sévissent désormais contre « les tiques, les vers, les trypanosomoses, les dermatoses,



la fièvre aphteuse, mais aussi le charbon qui a causé une forte mortalité », déclare Samcidine Coly, auxiliaire vétérinaire.

Une réduction drastique de la mortalité animale

A Djibidione, le président du Conseil rural explique : « l'année dernière, j'ai perdu 14 bêtes, cette année la mortalité est presque nulle. Mention spéciale aux auxiliaires, ils répondent partout où on les appelle, nous sommes très satisfaits de leur travail. »

« Ce programme contribue à améliorer l'élevage dans la zone. Nous sommes très

heureux de cette collaboration avec le CICR. Les populations voient le changement parce qu'il y a moins de pertes d'animaux, » explique Ismaela Mané, auxiliaire. Ce que confirme Mamadou Diedhiou, président de l'association des éleveurs à Djinaki.

Auparavant, le bétail souffrait de maintes épidémies parce que les agents de l'État, craignant pour leur sécurité, évitaient certaines zones. Mais il y avait aussi les préjugés. Selon le Dr Landing Badji, médecin vétérinaire (voir encadré), « les éleveurs croyaient que la consommation de la viande d'animaux vaccinés entraînait la stérilité. » Les auxiliaires choisis, eux-mêmes habitant les zones ciblées, ont joué un rôle majeur dans la sensibilisation auprès des populations.

Les auxiliaires sont maintenant établis et leur savoir-faire est reconnu. Ils espèrent seulement des jours meilleurs dans la zone où ils sont devenus de vrais héros. ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar

Dr Landing Badji, vétérinaire en zone de conflit

Le docteur Landing Badji, médecin vétérinaire établi à Bignona depuis 1996 a fait état de ses débuts difficiles : « au début, notre travail était risqué à cause de l'insécurité et des préjugés sur les vaccins. Certains ont même fait courir le bruit que la consommation d'animaux vaccinés rendait stériles les populations ! Les agents de l'État n'osaient pas s'aventurer dans certaines zones où régnaient les groupes armés du MFDC. Les bêtes étaient contaminées et en très

mauvais état. Nous sommes même allés jusqu'à vacciner gratuitement pour donner l'exemple. »

Après les ravages de la maladie du charbon, certains éleveurs franchissent le pas en désespoir de cause. Ensuite ce fut le rush. « Au début on atteignait difficilement les 1000 têtes par an, on est aujourd'hui jusqu'à 40000 têtes. » révèle-t-il avec satisfaction. Aujourd'hui, il pense que le pari est gagné.

Centre orthopédique de Bissau : Redonner espoir par la réhabilitation

Quand vous arrivez à Bissau, vous êtes frappés par la vie dans les rues remplies de monde, les embouteillages à certains carrefours, les petits commerces ayant pignon sur rue avec des enseignes en portugais, bref une vie normale.

Pourtant ce pays porte encore les stigmates de plusieurs conflits armés¹ avec leur lot de victimes. Faites un tour au Centre national de réhabilitation « Dr Ernesto Lopes Moreira » à Bissau et vous aurez peut-être la chance de mieux comprendre le combat pour une vie normale de personnes qui, pour certaines, se sont juste trouvées au mauvais moment au mauvais endroit. Une mine et toute votre vie bascule... découvrez l'histoire de Midana.

Pérenniser le centre pour aider d'autres Midana

Construit dans les années 80 et pillé durant la guerre civile de 1998, le Centre orthopédique de Bissau a pu être réhabilité grâce au soutien de la CEDEAO³ et à l'engagement du Ministère de la Santé. Il a ensuite été équipé (mobilier, machines, matériaux bruts etc.) par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Par ailleurs, le CICR intervient également dans le renforcement des capacités pour la gestion et l'administration du centre.

« Ce centre est le seul du pays spécialisé dans la réhabilitation physique des handicapés. Après consultation, le type de réhabilitation adapté est proposé au patient. Le centre fabrique des prothèses, des béquilles et des fauteuils roulants mais propose également des services de physiothérapie et de soutien psychologique, » explique Basilio Adriano, administrateur du Centre. Un personnel de 17 personnes s'active à la prise en charge des patients. A ce jour plus de 100 personnes, handicapées physiques, ont bénéficié d'un traitement dans ce centre, nouvellement inauguré en avril 2011.

Lorsque vous rencontrez Midana Ntop et qu'il vous serre la main, la mine réjouie, vous ne pouvez avoir idée de tous les combats – au propre comme au figuré – que cet homme de 40 ans et de taille moyenne a menés pour être là. Il est aujourd'hui ancien combattant dans un pays qui a traversé plusieurs périodes de conflit.

Militaire, c'est naturellement qu'en 2006 il est déployé sur le terrain contre des groupes armés Sénégalais présents sur le sol de la Guinée-Bissau, le long de la frontière avec le Sénégal.

Un accident de mine et Midana perd la jambe gauche. Sa vie bascule. Sa femme le quitte. Un monde s'effondre. Il essaie de se débrouiller avec des béquilles. Un beau jour, rongées par l'âge et fatiguées, elles rompent sous son poids. La Guinée-Bissau n'a pas signé la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, il ne peut donc espérer de faveur particulière.

Et puis ce fut la rencontre avec le CICR et une fenêtre d'espoir qui s'est ouverte pour Midana². Ne pouvant marcher sans l'aide de ses béquilles, il était jusque-là sans emploi, double handicapé, physique et social. La prothèse a tout changé en lui restituant l'autonomie des ses deux mains. Le travail retrouvé lui assure un revenu pour sa famille et un rôle économique et social. Aujourd'hui, quand il repense à tout ça, c'est avec beaucoup de sagesse qu'il revoit toutes ces images défiler dans ses



Midana en famille, après la pose de sa prothèse.

souvenirs mais un gros sourire barre sa mine lorsqu'il évoque son remariage en 2008 !

Depuis mars 2011, il a droit à une prothèse de meilleure qualité, et le bonheur n'arrivant jamais seul, il a droit à une promotion à l'hôpital militaire de Bissau où il travaille. Pouvaient-ils rêver mieux ?

Il reprend goût à la vie et redevient autonome, « je peux marcher jusqu'à 9 kilomètres » précise-t-il fièrement. Souvenirs douloureux aussi : « Après mon accident je n'avais plus goût à rien », ajoute-t-il. Menant une vie de famille normale avec sa femme et ses trois enfants dans son quartier à Bissaque, il remercie le Centre pour lui avoir permis d'envisager un avenir meilleur. ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar

¹ Guerre d'indépendance (1962 à 1973), guerre civile (juin 1998 à mai 1999) et conflit armé plutôt localisé au nord du pays (mars à avril 2006).

² Avec le concours du CICR, Midana a reçu trois fois une prothèse, en 2007 (avec l'ONG ANDES à Bissau), en 2010 (Centre Orthopédique de Ziguinchor) et en 2011 au Centre de Bissau.

³ Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest

Prison de Ziguinchor : une approche originale par l'hygiène et la santé

Le CICR, c'est connu, apporte protection et assistance aux détenus. Ce qu'on sait moins, c'est le travail fait pour améliorer les conditions de détention à travers l'environnement sanitaire dans les maisons d'arrêt. Cet article lève un coin du voile sur le combat pour la salubrité à la prison de Ziguinchor.



CICR/HEGER, Boris

Afin d'améliorer les conditions de détention et le respect des droits des détenus, le CICR visite de très nombreuses prisons dans les quelque 80 pays où il travaille. (Photo : Libéria)

L'enjeu de la santé publique en milieu carcéral

Située en plein centre ville, la Maison d'arrêt et de correction (MAC) de Ziguinchor, est enserrée entre une banque, la Sonatel et le bureau de poste... « *La prison est une ancienne école des sœurs* » explique un responsable.

La santé publique est l'une des principales préoccupations en milieu carcéral. A la MAC de Ziguinchor, cela se traduit essentiellement par un problème d'évacuation des eaux usées. « *A l'image de la ville, la maison d'arrêt souffre d'un gros problème d'évacuation des eaux usées à cause d'un réseau inadapté,* » explique Charles Valentin Magendo, ingénieur du CICR.

L'amélioration des conditions de vie en milieu carcéral est l'un des chevaux de bataille du CICR et ces préoccupations sont partagées par la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP). Ainsi, ces dernières années, des travaux de réhabilitation ont été entrepris à la maison d'arrêt de Ziguinchor, tant par la DAP que le CICR.

« *En 1995 les matières fécales et les urines arrivaient jusque dans la cour, aujourd'hui on peut dire qu'il y a des changements profonds* », reconnaît Malang Biaye, le

directeur adjoint de la prison. Une contamination de l'eau par les matières fécales en raison de la vétusté de la tuyauterie a pu être décelée grâce à des prélèvements réalisés avec la Sénégalaise des Eaux (SDE).

Depuis, la tuyauterie a été changée et l'eau est redevenue potable. Mais il a fallu également réhabiliter les fosses septiques, le réseau de distribution d'eau ainsi que les aires publics de puisage.

Et le casse-tête de l'approvisionnement en eau avec les coupures fréquentes d'électricité ? Un réseau interne autonome avec un réservoir de 5 000 litres et des bornes-fontaines a été installé par le CICR. Une autonomie totale ou presque.

Les toilettes ont également été réfectionnées avec des portes pour assurer l'intimité des détenus. Au milieu de la cour et aux quatre coins, ont été installés de gros bacs à ordures avec couvercle. Une révolution hygiénique car exit les grosses nuées de mouches et insectes attirés par les restes de repas.

Une excellente collaboration avec les autorités

« *Avec un toit contenant de l'amiante dans certains quartiers, le risque cancérigène*

était réel, » explique Charles Valentin. « *Les toits du bâtiment central ainsi que ceux des quartiers des femmes et des mineurs ont depuis été refaits.* »

La réhabilitation de la toiture a nécessité une concertation en amont. Pour la sécurité, les détenus devaient vider les lieux pendant les travaux. Certains ont été transférés dans des cellules adjacentes, d'autres à la prison de Bignona ou dans différents centres de détention en Casamance. Les déchets des travaux ont été enfouis dans un terrain fourni par la mairie. Tout le monde se réjouit aujourd'hui des étapes franchies pour l'amélioration du cadre de vie des détenus mais aussi du personnel pénitentiaire.

L'excellente collaboration entre le CICR et les autorités pénitentiaires a permis tous ces acquis. Chaque partie, animée d'un esprit positif, essaie de faire prévaloir ses arguments, qui sur les conditions de détention, qui sur la sécurité. En général on finit toujours par s'entendre.

Garantir aussi la protection des détenus

Bien entendu, il existe des aspects plus sensibles du travail du CICR en milieu carcéral. A Ziguinchor, ils sont gérés par Marc Maurer, délégué Protection, dans le respect de la stricte confidentialité et la neutralité chères au CICR. Un dialogue constant et constructif est maintenu avec les autorités afin de s'assurer que les droits des détenus sont respectés.

Marc loue les relations de confiance avec les autorités, ce qui facilite son travail de suivi et de protection à Ziguinchor mais aussi à Bignona, Oussouye, Sédhiou ou Kolda. ■

Amadou Mansour Diouf, CICR Dakar



Photothèque CICR (DR)/KUPZ Jean-Jacques

Genève, Agence Centrale de Recherches. Visite au Comité International de la Croix-Rouge du président de la République du Sénégal.

En 1940, l'Allemagne nazi victorieuse détient 1,8 million de prisonniers. Ils sont séparés en fonction de leur couleur de peau. Parmi eux, quelque 100 000 issus des colonies. Les Blancs sont envoyés en Allemagne alors que les coloniaux sont internés en France, la plupart dans des *Frontstalags** coloniaux. Hitler ne veut pas de Noirs sur le territoire du Reich.

Parmi ces « tirailleurs », un Sénégalais professeur agrégé de grammaire, le soldat Léopold Sédar Senghor. Fantassin de deuxième classe, il est affecté au 31^{ème} régiment d'infanterie coloniale et membre d'un peloton de sous-officiers. Capturé par les Allemands en juin 1940, il sera transféré dans plusieurs camps avant d'être libéré en 1942 pour cause maladie.

Nous avons tous entendu parler dans les médias de ce document de sept pages, dactylographié, retrouvé en juin 2010 par un chercheur dans les Archives nationales Françaises. Senghor y raconte de façon détaillée sa captivité et nous donne un aperçu des conditions de vie de ces prisonniers.

Senghor dévoile la réalité de certains de ces camps, essentiellement le *Frontstalag* 230 de Poitiers et le *Frontstalag* 221 de Saint Médard, près de Bordeaux. Ces camps étaient jusqu'au 17 juin 1942 visités par des délégués du Comité international de la Croix-Rouge. C'était avant l'évasion du général Henri Giraud qui, suscitant la colère de Hitler, mettra fin aux inspections de la Croix-Rouge.

Quand la Croix-Rouge visitait un prisonnier appelé Senghor

Au fil des pages, Senghor nous apprend combien les conditions de vie des prisonniers étaient difficiles. Il se plaint de l'hygiène, du froid mais surtout de la faim : « Le plus démoralisant est la faim. (...) Les prisonniers sont vraiment à moitié affamés. »

La Croix-Rouge qui visitait ces camps tente d'améliorer les conditions de détention en apportant une assistance matérielle aux prisonniers. Des vêtements ou de la nourriture. A Bordeaux, Senghor nous apprend que le ravitaillement de la Croix-Rouge semble constituer l'essentiel de l'alimentation. Mais cette assistance serait parfois détournée : « La Croix-Rouge nous envoie tout ce qu'il faut (des vêtements, NDLR), mais on nous donne de préférence les vieilles choses. Où passe le reste ? »

Plus loin, Senghor laisse entendre que la Croix-Rouge ne se limiterait pas à fournir de l'assistance. Ses délégués effectuaient, conformément aux modalités de visites habituelles du CICR, des entretiens sans témoins avec les prisonniers afin de s'enquérir de la situation dans les *Frontstalags*. Ainsi, des prisonniers dénoncent l'arbitraire qui régnait dans les camps : « Plusieurs (...) m'ont affirmé qu'ils n'avaient pu être libérés le 18 décembre faute d'avoir versé de l'argent à Bel Aïd (le chef de camp, NDLR) (...) les libérés se plainquirent à la Croix-Rouge. »

Il semblerait que, munie de ces informations, la Croix-Rouge faisait alors des interventions auprès des autorités détentrices afin de faire changer les choses. Car Senghor poursuit : « A la suite de quoi, la *kommandantur* perquisitionna chez Bel Aïd où, paraît-il, on découvrit des vivres et plusieurs milliers de francs. »

Depuis la guerre franco-prussienne de 1870, le CICR visite, entre autres personnes, les prisonniers de guerre internés dans le cadre d'un conflit armé international. Les efforts du CICR visent en priorité à faire en sorte que les détenus soient traités avec humanité et dans le respect de leur dignité.

Même si, durant la Seconde Guerre mondiale, l'action du CICR visant à apporter protection et assistance aux victimes de la guerre a globalement été un échec, l'intervention de ses délégués aura sans doute permis de rendre la détention des compagnons de Senghor un peu plus supportable.

Et si ces deux années de captivité ont sans doute été éprouvantes pour le futur président de la République du Sénégal, pour le poète, elles ont également été une source d'inspiration. L'essentiel du second recueil de Senghor, *Hosties noires*, sera rédigé durant cette période. ■

Wolde-Gabriel Saugeron, CICR Dakar



Guerre 1939-1945. Lazaret colonial de Saint Médard. La corvée de pommes de terre. Des Prisonniers de guerre français d'origine sénégalaise.

* Camp de prisonniers du front

Tabala* ...échos d'ailleurs

SOMALIE

05.10.11

Le CICR lance de nouvelles distributions de vivres

Le CICR a commencé à distribuer des vivres pour venir en aide à quelque 1,1 million de personnes affectées par la sécheresse et le conflit dans les zones les plus durement touchées du sud et du centre. La première série de distributions, dans la région de Gedo, a pour objectif de fournir à 72 000 personnes des haricots, de l'huile et du riz en quantité suffisante pour couvrir leurs besoins pendant un mois. Ces distributions vont

se poursuivre jusqu'en décembre. Bien que ces distributions répondent aux besoins immédiats, le CICR cherche à donner à la population les moyens de subvenir à ses propres besoins. Par conséquent, il fournit des semences et des engrais pour 240 000 fermiers en vue de la saison des semailles. Cette opération est conduite par le CICR, avec le soutien de volontaires du Croissant-Rouge de Somalie.

ménages, » indique Ilda Pina, délégué du CICR en charge du programme. Pour les aider à démarrer leurs activités, ils recevront un kit vétérinaire complet et des médicaments. Le CICR s'emploiera également à faciliter leurs déplacements, afin de permettre une plus grande efficacité.

CICR

19.10.2011

Le CICR nomme son nouveau président

A sa réunion du 17 octobre, l'Assemblée du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'organe suprême de l'institution, a désigné Peter Maurer comme nouveau président du CICR. Peter Maurer succède ainsi à Jakob Kellenberger qui occupait ce poste depuis 2000. Le nouveau président entrera en fonction le 1er juillet 2012, pour un mandat de quatre ans renouvelable. M. Maurer est actuellement secrétaire d'État du département fédéral des Affaires étrangères suisse depuis janvier 2010. Il dirige depuis son siège à Berne, l'action de la centrale et des représentations extérieures de la diplomatie suisse à l'étranger.



Pour Jeanie...

Le 1^{er} septembre dernier, les collaborateurs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se souvenaient de la disparition tragique de Jeanie Waddell-Fournier, déléguée du CICR. Victime d'un accident de mine, elle avait perdu la vie le 1^{er} septembre 2006 en Casamance au Sénégal. Un hommage lui a été rendu par ses collègues de Dakar et de Ziguinchor mais aussi par les populations de Bignona, Leffeu, Djondji, Dyanaye Inor et Sitoukène, où la case de santé porte d'ailleurs son nom. Outre l'observance d'une minute de silence, les habitants de ces localités ont initié des causeries sur le VIH, des programmes d'assainissement, un don de sang... sous l'encadrement des volontaires de la Croix-Rouge Sénégalaise.

GUINEE-BISSAU

30.09.11

Formation pour améliorer les soins vétérinaires

Pour les aider à soigner leur cheptel et contribuer ainsi à faire baisser la mortalité animale, les éleveurs du nord-ouest de la Guinée-Bissau pourront bientôt compter sur l'aide de nouveaux auxiliaires vétérinaires. Le CICR et la Direction de l'élevage du ministère de l'Agriculture ont organisé une formation pour des volontaires de la Croix-Rouge de la Guinée-Bissau. « Les personnes formées prodigueront des soins vétérinaires de base. Avec des animaux en meilleure santé, nous espérons pouvoir relancer certaines activités économiques et, en définitive, augmenter les revenus des

SYRIE

16.09.11

Le CICR condamne le manque de respect pour les services médicaux

« Un volontaire du Croissant Rouge arabe Syrien a succombé à ses blessures, après avoir été blessé pendant une intervention de secours », a déclaré Béatrice Mégevant-Roggo, chef des opérations du CICR pour le Moyen-Orient. « Il est inacceptable que des volontaires qui sont là pour aider à sauver des vies finissent par y laisser la leur. » Deux autres volontaires ont été blessés avec lui. Leur ambulance a été prise au milieu de tirs nourris alors qu'ils évacuaient une personne blessée vers un hôpital à Homs. Ce n'est pas la première

fois que du personnel et des véhicules du Croissant Rouge ont essuyé des tirs ou qu'ils ont été attaqués depuis le début des violences qui ont éclaté en Syrie. Le personnel médical, les ambulances et les autres moyens de transport sanitaire doivent être respectés et protégés, et leur travail doit être facilité. Les emblèmes de la croix rouge et du croissant rouge doivent être respectés par tous.

.....
SENEGAL

14.10.11

Assistance aux populations enclavées de Diokadou

Le CICR a conduit une opération d'assistance au profit des populations du village de Diokadou, situé en Casamance. « Cette assistance répond aux difficultés rencontrées par les populations de Diokadou, enclavées depuis le mois de janvier à cause de la violence armée et de l'insécurité qui prévaut dans la zone, » explique Ilda Pina, coordonnatrice des programmes de sécurité économique du CICR. Le CICR a assisté 232 personnes avec du riz, de l'huile, du sucre et du savon. Grâce à un dialogue avec toutes les parties au conflit et dans le respect d'une stricte neutralité, le CICR a réussi à obtenir les garanties de sécurité nécessaires à la mise en place d'un couloir humanitaire les jours de distribution.



CICR/Mrazilkova, Diana

COTE D'IVOIRE

21.09.11

Des étudiants d'Afrique francophone plaident en droit international humanitaire (DIH)

La délégation du CICR à Abidjan a organisé un concours régional de plaidoirie en DIH. Des étudiants de neuf pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont participé à cet événement (Bénin, Togo, République démocratique du Congo, Congo (Brazzaville), Guinée (Conakry), Sénégal, Cameroun, Mali et Côte d'Ivoire). Les deux premiers jours du concours ont été consacrés aux phases éliminatoires, sous forme de jeux de rôles. Le troisième jour, la finale a opposé les deux meilleures équipes dans le cadre d'un procès fictif qui s'est tenu au palais de justice d'Abidjan-Plateau. L'équipe Congo (Brazzaville) est lauréate de cette édition.

.....
GUINEE-CONAKRY

04.10.11

La Croix-Rouge aide les blessés lors des violentes manifestations

De violents incidents ont secoué Conakry le 27 septembre, faisant de nombreuses victimes. La Croix-Rouge guinéenne (CRG) et le CICR ont mis en œuvre un plan d'urgence pour assister les blessés. 60 volontaires et sept ambulances ont été mobilisés dans les différents quartiers de la capitale. La plupart des blessés ont été amenés à l'hôpital national de Donka et à l'hôpital militaire du camp Samory Touré. Ces deux hôpitaux avaient récemment reçu du matériel médical du CICR pour leur permettre d'assurer une meilleure prise en charge des blessés. Le CICR a par ailleurs visité les personnes arrêtées en relation avec ces événements afin d'évaluer leur traitement et leurs conditions de détention.

.....
* Instrument de percussion utilisé en Afrique de l'Ouest

Zoom Métiers



Josiane Friedrich,
une infirmière au grand cœur

Coquette et méticuleuse, d'une extrême délicatesse, Josiane aime choisir ses mots... Suisse, elle n'en a pas moins les allures d'une vraie drianke sénégalaise. Ce qui peut sonner comme un éloge pour cette femme qui porte bien la soixantaine et marche allègrement vers la retraite.

Josiane, coordinatrice régionale du programme VIH/Sida pour le personnel à la délégation de Dakar, a servi pendant 20 ans le CICR dans plusieurs pays d'Afrique (Mozambique, Angola, Sierra Leone, Centrafrique, Niger...) et ailleurs (Afghanistan, Sri Lanka). Elle voit défiler toutes sortes de souvenirs. Quand arrivent ceux du Sénégal elle vous dit : « je suis contente de terminer ma mission ici au Sénégal où j'ai rencontré un chef de délégation qui m'a permis d'expérimenter le programme VIH SIDA avec toutes mes folies, je suis quand même contente d'en avoir fait plus qu'un programme d'entreprise mais de l'avoir étendu à des femmes migrantes vulnérables. »

Infirmière, formatrice, elle considère que le CICR a été une formidable opportunité qui correspond aussi à un rêve d'enfant : « mon grand-père maternel, fait prisonnier par les Allemands, avait reçu un paquet du CICR ». Pour dire que la vocation de sillonner les routes de l'humanitaire remonte à la plus petite enfance.

Malgré sa jovialité, elle se révolte à l'idée que le « droit à la santé soit bafoué en temps de guerre », en disant toute sa satisfaction de la campagne *Health Care in Danger*. Le CICR a payé un lourd tribut, affirme-t-elle en évoquant avec beaucoup d'émotion la perte de Jeanie Waddell-Fournier.

Josiane, toujours aussi enthousiasmée, voudrait pousser la jeune génération à s'engager encore plus dans l'humanitaire qui, selon elle, pousse à l'humilité. Après toutes ces années au CICR, la flamme de l'infirmière brille toujours en elle.

Merci, dit-elle avec l'émotion et les larmes à la famille du CICR. Bon vent à « l'africaine blanche », comme elle se définit elle-même.

**MON BÉBÉ N'EST PAS MORT
PARCE QUE LA SAGE-FEMME A ÉTÉ TUÉE
DANS UNE EXPLOSION,
NI PARCE QUE L'ACCOUCHEMENT
A ÉTÉ DIFFICILE.**

**MON BÉBÉ EST MORT PARCE QUE DES HOMMES ARMÉS
ONT DÉTOURNÉ NOTRE AMBULANCE.**

**HALTE À LA VIOLENCE
CONTRE LES SOINS DE SANTÉ**

**C'EST UNE
QUESTION
DE **VIE**
OU DE MORT**



CICR